



UNION
POPULAIRE
RÉPUBLICAINE

*L'union du peuple
pour rétablir la démocratie*

ÉLECTIONS RÉGIONALES — 6 ET 13 DÉCEMBRE 2015

Liste conduite par

**Alain
PARISOT**

Avec le soutien de **François**

ASSELINEAU

Président et fondateur de l'UPR

LE PARTI QUI MONTE malgré le silence des médias

Des analyses sérieuses et vérifiées par les faits, un programme ambitieux et rassembleur, des propositions réalistes pour l'avenir de notre pays. L'UPR, c'est le rassemblement des Français libres.

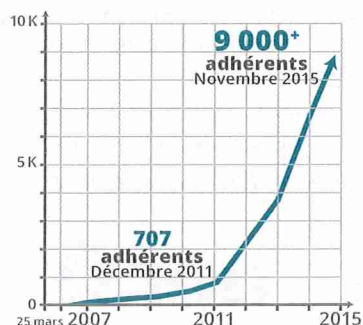
L'UPR, un mouvement de bon sens, lucide sur son époque

Constatant que l'Union européenne et l'OTAN imposent **des choix économiques, sociaux, militaires et diplomatiques néfastes dont les Français ne veulent pas**, l'Union Populaire Républicaine appelle les citoyens de toutes les conditions, de toutes les origines, de toutes les convictions politiques et religieuses, à **se rassembler pour sortir de l'UE, de l'euro et de l'OTAN**.

L'UPR se situe ainsi en dehors du clivage droite-gauche, ce qu'a confirmé le ministère de l'Intérieur en nous classant officiellement en « Divers ». Notre objectif à tous, c'est de **reprendre en main notre avenir**.

L'UPR en chiffres :

- plus de **9 000** adhérents (novembre 2015) ;
- **1 969** candidats et candidates en 2015 pour les élections régionales en cours ;
- plus de **77 000** électeurs ont voté pour l'UPR aux européennes de mai 2014 ;
- des scores électoraux multipliés par **4** en **1** an ;
- financée à **100 %** par les adhésions et les dons ;
- **90 %** d'adhérents qui s'engagent pour la **1^{ère}** fois en politique ;
- plus de **20** conférences thématiques — visionnées plus de **4 millions** de fois au total — accessibles gratuitement sur Internet ;
- des adhérents dans toute la France et parmi les expatriés dans **79** pays du monde.



*L'UPR
est le parti
en plus forte
croissance*

Pour notre région, des mesures réalisables et de bon sens

- **Réorienter les aides** vers les PME, les TPE et l'artisanat ;
- augmenter les **crédits à l'apprentissage** ;
- **améliorer la qualité de vie** en zone rurale (maintien des services publics...) ;
- favoriser le retour aux régies locales d'assainissement et de distribution des eaux pour **empêcher les hausses de tarifs abusives** des opérateurs privés ;
- augmenter pour de bon le nombre de **logements sociaux** ;
- instaurer le référendum local d'**initiative populaire** ;
- rendre la parole aux électeurs en les **consultant par référendum** sur les grands projets d'infrastructures et les mesures anti-pollution ;
- subventionner des réseaux de vente de **produits agricoles de type AMAP** ;
- **refuser la privatisation du TER** imposée par l'UE et prévue pour 2019 ;
- **renover rapidement les lycées** et développer les activités périscolaires de découverte du patrimoine historique ;
- soutenir le secteur des **économies d'énergie et la lutte contre toutes les pollutions** ;
- accélérer les travaux d'accessibilité des bâtiments publics aux **personnes à mobilité réduite** ;
- gérer le Conseil régional de façon **transparente et économe** et **moraliser** la vie politique locale.

upr.fr

POURQUOI L'UPR APPELLE-T-ELLE À LA SORTIE DE L'UNION EUROPÉENNE, DE L'EURO ET DE L'OTAN ?

L'Union européenne (UE) impose un fonctionnement économique et social dont les Français ne veulent pas



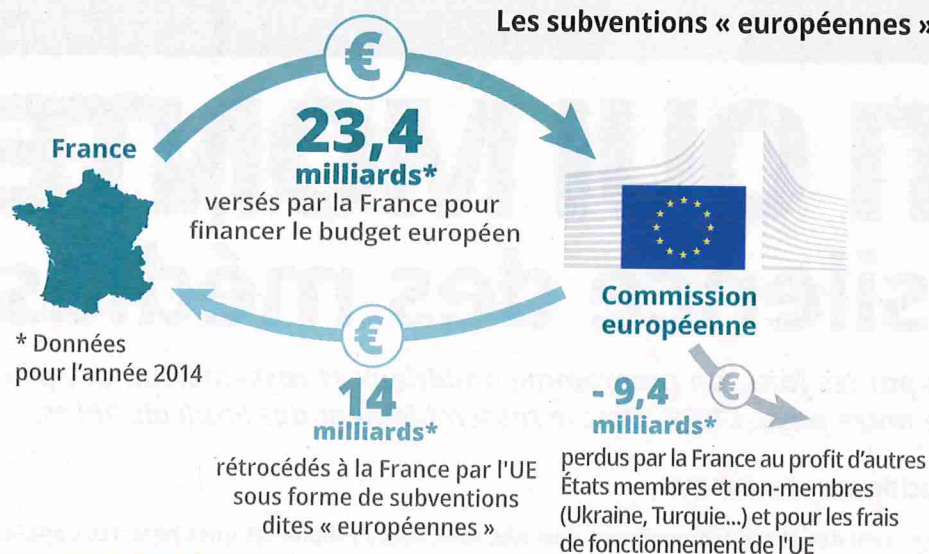
Avec les traités européens, les « responsables » politiques, **de gauche comme de droite**, n'ont pas d'autre choix que de se conformer aux directives de la Commission européenne à Bruxelles, de la Banque centrale européenne à Francfort et de l'OTAN gérée depuis Washington.

« Changer d'Europe » ? C'est mathématiquement impossible

Pour changer les traités européens, il faut l'accord unanime des 28 États membres (art.48 TUE). Changer profondément l'Union européenne impliquerait que les 28 gouvernements de l'UE soient tous d'accord en même temps pour un tel bouleversement, malgré leurs 28 intérêts nationaux contradictoires. La probabilité mathématique que cela arrive est nulle. Les 23 ans écoulés depuis le traité de Maastricht de 1992 l'ont d'ailleurs démontré.



Les subventions « européennes » sont en fait payées... par les Français



Sortir de l'UE nous fera économiser 9,4 Mrd d'euros par an, tout en maintenant intégralement les subventions versées aux agriculteurs, aux régions, aux chercheurs, etc.

Ces 9,4 Mrd économisés serviront à construire de nombreux logements sociaux, à rétablir les services publics et à maintenir le financement habituel aux collectivités territoriales.

Notre sortie de l'UE permettra aussi de mettre fin à « l'optimisation fiscale » rendue licite par les traités européens et pratiquée par les grands groupes. Les rentrées fiscales ainsi récupérées se compteront en dizaines de milliards et serviront à baisser la fiscalité des TPE/PME/artisans/agriculteurs/pêcheurs.

Sortie de l'Union européenne (UE), la France ne sera pas du tout isolée

Lorsque la France sera sortie de l'UE, elle restera liée aux 195 États du monde par 6 653 traités internationaux.

La France conservera des relations diplomatiques avec 190 États et conservera ses 165 ambassades et ses 145 consulats et sections consulaires à l'étranger. Elle restera membre de l'ONU et de dizaines d'organisations internationales multilatérales (OMC, FMI, BANQUE MONDIALE, AIEA, INTERPOL, FAO, UNESCO, OMS, etc.).

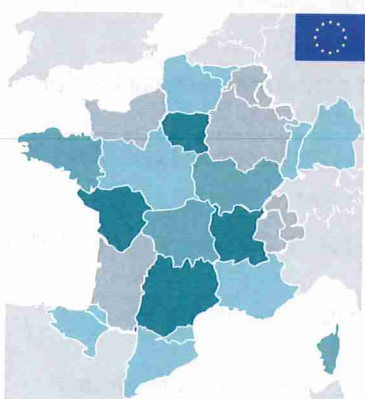
D'ailleurs, la Suisse, qui n'est ni dans l'UE ni dans l'euro ni dans l'OTAN, est-elle un pays isolé ? C'est l'un des pays qui accueille le plus grand nombre de conférences internationales !

6 653

traités internationaux
avec TOUS les États du monde

4 877 traités bilatéraux

1 776 traités multilatéraux hors UE



NON aux grandes régions, aux Eurorégions et au démantèlement de la France

Fusionner les communes, supprimer les départements et créer des grandes régions ? Toutes ces décisions, en cours ou en projet, sont imposées aux Français sans leur demander leur avis ni leur expliquer l'objectif final poursuivi. Et pour cause ! Cette réforme territoriale vise rien moins qu'à démanteler, progressivement et en catimini, la République française.

Cette réforme s'accompagne de la négociation, dans le dos des peuples, du marché commun euro-américain (traité transatlantique TAFTA) et de la promotion constante de l'américain d'un côté, et des langues régionales de l'autre. L'objectif est de fragmenter et dissoudre la France dans des « États-Unis d'Europe » soumis à Washington et à une oligarchie financière tyrannique.

Voter pour l'UPR, c'est s'opposer à ce projet qui détruit nos acquis sociaux, sape nos libertés, nous place sous la coupe de l'OTAN, et nous entraîne vers des conflits très graves contre la Russie ou au Moyen-Orient.

Face à la gravité des enjeux, l'UPR appelle les Français à être à la hauteur de leur histoire, en se rassemblant pour que la France reste la France.